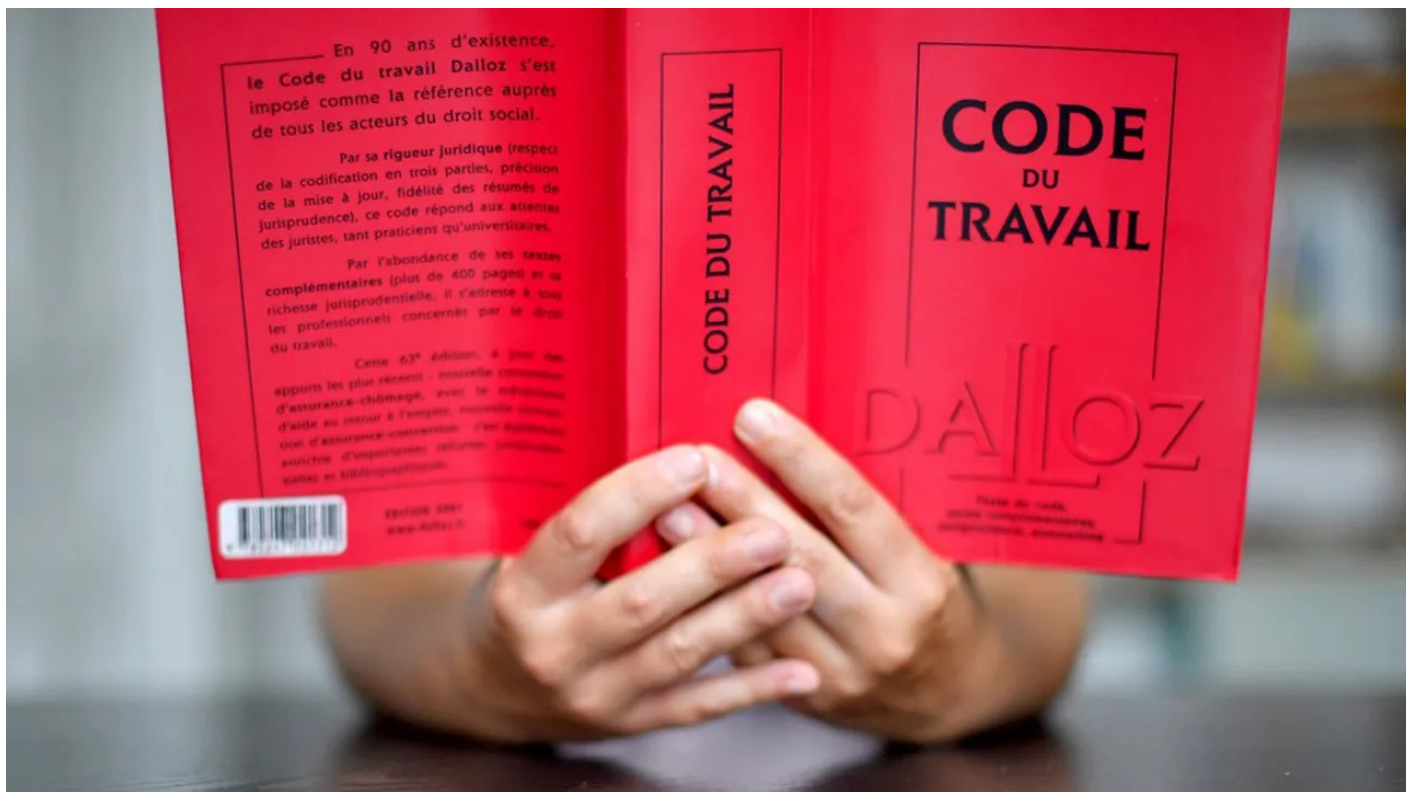


EN CHIFFRES

Les responsabilités des directeurs juridiques s'élargissent 🦋

L'enquête 2022 de l'Association of Corporate Counsel, l'une des plus complètes réalisées auprès des directeurs juridiques du monde entier, fournit des informations clés quant à l'impact exercé par un environnement commercial en constante évolution sur les services juridiques des entreprises.



Le rôle du directeur juridique ne cesse de s'étendre. (LOIC VENANCE/AFP)

Publié le 4 avr. 2022 à 07:30 | Mis à jour le 4 avr. 2022 à 07:34

Réalisée en partenariat avec Exterro, le partenaire exclusif de l'Association of Corporate Counsel (ACC) pour l'e-discovery (enquête numérique), la confidentialité des données et

la conformité à la cybersécurité, l'enquête 2022 de l'ACC témoigne de l'étendue croissante des responsabilités des **directeurs juridiques**.

Pour les besoins de l'étude, 861 directeurs juridiques issus de 20 secteurs d'activité ont été interrogés dans 38 pays différents. Ces professionnels estiment devoir consacrer davantage de ressources juridiques aux transactions importantes de type fusions-acquisitions ou scissions.

ESG et cybersécurité

Ils déclarent aussi superviser davantage de domaines fonctionnels en 2022 qu'en 2020, notamment pour ce qui concerne les questions relatives aux affaires publiques de l'entreprise (+5 %), à la conformité (+4 %), au risque (+4 %) et aux communications (+3 %). Sans compter celles portant sur des **sujets ESG**, autrement dit environnementaux, sociaux et de gouvernance (+9 %). Du reste, quatre directeurs juridiques sur dix indiquent que ces questions obligent les entreprises à améliorer leurs efforts de conformité pour s'adapter aux nouvelles réglementations environnementales et satisfaire le nombre croissant d'investisseurs et de clients qui mettent l'accent sur l'ESG et la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

La cybersécurité, la conformité et la confidentialité des données restent les domaines les plus critiques pour les entreprises. 70 % des directeurs juridiques anticipent que les réglementations sectorielles seront à l'origine des plus grands défis juridiques cette année et 55 % citent les règles de protection des données comme une cause de préoccupation juridique.

Recours aux cabinets d'avocats

Résultat, 45 % des sondés prévoient d'embaucher des avocats et 29 % de recruter davantage d'assistants juridiques, soit une augmentation respective de 13 et 9 points par rapport à 2021. Même en embauchant plus de personnel, 41 % - le plus haut pourcentage observé depuis 2019 et 7 points de plus que l'année dernière - s'attendent à davantage recourir aux **services de cabinets d'avocats** en 2022. A noter : 55 % des directeurs juridiques ont l'intention d'adopter, dès cette année, de nouvelles solutions

technologiques (en matière de gestion des contrats pour 70 % d'entre eux).

« Nous avons observé que le rôle du directeur juridique ne cessait de s'étendre au sein de la haute direction, raison pour laquelle nous avons baptisé cette période l' 'ère du directeur juridique', observe Veta T. Richardson, présidente et directrice générale de l'ACC. « Les compétences et les capacités uniques des directeurs juridiques en font des partenaires commerciaux inestimables, tant sur le plan stratégique que pour les questions opérationnelles quotidiennes. »

Pour preuve, 80 % des personnes interrogées rendent compte au PDG et une forte majorité de directeurs juridiques assistent aux réunions du conseil d'administration, rencontrent d'autres chefs d'entreprise pour discuter de questions opérationnelles et sont consultés par d'autres cadres pour les décisions d'entreprise clés. A noter : six départements juridiques sur dix ont au moins un professionnel dédié, soit trois fois plus qu'en 2015.

Comment gérer le risque contentieux en entreprise ?

La stratégie fiscale des entreprises change de paradigme

M.J.